

L'évolution du discours de la gauche envers les islamistes au Maroc entre 2007 et 2016. Cas du PPS (Parti du Progrès et du Socialisme)

ESSAJI Lahbib

doctorant à la faculté des Langues, des Lettres et des Arts, Ibn Tofail KÉNITRA, Maroc

GHOUATI Sanae

Professeure de l'enseignement supérieur, faculté des langues, des lettres et des arts Ibn Tofail, KÉNITRA, Maroc

Published on: 16 Nov. 2023



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).

Résumé

Cette contribution vise à étudier l'évolution du discours politique de la gauche au Maroc en analysant les discours du PPS, parti du Progrès et du Socialisme durant les élections législatives 2007-2016. Le corpus est constitué d'articles de presse extraits du journal AL Bayane. L'analyse du corpus selon une approche énonciative, pragmatique et argumentative en recourant aux théories de J-C. Anscombe et O. Ducrot, nous a permis de mettre en relief les évolutions et les invariants du discours politique de la gauche

durant les deux campagnes électorales 2007-2016.

Mots-clés : Analyse du discours, argumentation, discours politique, gauche, pragmatique.

* INTRODUCTION

La scène politique du Maroc présente une grande diversité, caractérisée par la présence notable de plusieurs partis de gauche qui jouent un rôle important dans le paysage politique.

L'évolution de la gauche au Maroc est un sujet complexe et en constante évolution, reflétant les changements politiques et sociaux que le pays a connus au cours des

dernières décennies. En effet, depuis l'indépendance du Maroc en 1956, la gauche marocaine a subi plusieurs transformations, allant de l'opposition radicale vis-vis de la monarchie, à la participation politique active. Elle a souvent été critique envers les partis islamistes, les accusant de ne pas être suffisamment progressistes sur des questions sociales telles que les droits des femmes et des minorités. En retour, les partis islamistes ont accusé la gauche de s'opposer à l'islam et de chercher à séculariser la société marocaine. Cependant, malgré les différences idéologiques, on a observé une collaboration entre les partis de gauche et les partis islamistes au sein du même gouvernement durant les deux mandats de 2011 et 2016.

Notre problématique consiste à étudier le changement qu'a connu le discours politique de la gauche, en l'occurrence celui du PPS à travers des articles de presse. Ainsi, il est loisible de poser les questions suivantes:-

- 1- Comment le PPS a pu adapter son idéologie à la pratique politique ?
- 2- Comment le discours du PPS, initialement contestataire et conflictuel envers les islamistes, a-t-il évolué vers un discours plus conciliant ?

3- Sur la base de ces questions notre hypothèse stipule que le pragmatisme social et économique a forcé ledit parti à abandonner sa posture critique vis-à-vis des islamistes.

Pour répondre à nos questions et vérifier notre hypothèse, nous nous fixons comme objectif de traquer les éléments langagiers qui illustrent l'évolution discursive du Parti du Progrès et du socialisme et de montrer, par la suite, comment le discours dudit parti a-t-il évolué d'un discours conflictuel envers le vers un discours plus conciliant.

Notre analyse porte sur un corpus constitué d'articles extraits du journal «AL Bayane » qui a été fondé par Ali Yaâta le 02 août 1974. Le PPS se considère comme l'héritier du parti Communiste Marocain et du parti de Libération et du Socialisme interdit en 1970. Ledit parti, qui tient son premier congrès en 1975, s'inscrit dans la continuité du mouvement communiste qui a milité pour l'Indépendance et lutté pour une société démocratique plus juste, sa doctrine est fondée sur deux maîtres mots : le socialisme et la démocratie.

Les articles en question couvrent la campagne des élections législatives de 2007-2016. Précisons d'emblée que le choix de ce corpus n'est pas aléatoire, il est justifié par le fait que lesdits articles sont fortement

marqués par le phénomène dont il est question dans cette recherche.

Notre étude sera basée sur les principes de l'analyse du discours, c'est ainsi que nous l'aborderons sous plusieurs perspectives : énonciative, pragmatique et argumentative tout en faisant appel aux travaux de philosophes du langage et de pragmaticiens : Searle, Grice, Ducrot, Orecchioni et autres. Cette approche nous permet d'étudier le langage en corrélation avec son contexte socioculturel et de révéler l'intention de ses utilisateurs. Ainsi, elle nous permet de mettre l'accent sur les stratégies discursives en rapport avec notre problématique.

Nous aurons donc à étudier dans cet article les axes suivants : nous aborderons, brièvement, l'idéologie de la gauche au Maroc. Nous tenterons, par la suite, de montrer comment le discours de la gauche, précisément celui du PPS, a évolué. En guise de conclusion, nous récapitulerons les résultats les plus marquants de cette étude.

*** L'idéologie de la gauche au Maroc**

La gauche au Maroc est un mouvement politique qui s'est développé au cours des années 1950 et 1960, principalement en opposition à la monarchie autoritaire de l'époque et au colonialisme français. Depuis

lors, la gauche a connu des hauts et des bas dans son influence politique et sa capacité à mobiliser les citoyens.

Historiquement, les mouvements de gauche au Maroc ont été confrontés à des répressions et des persécutions sévères, avec des dirigeants emprisonnés, torturés et exilés. Malgré cela, la gauche a réussi à développer une base de soutien significative au sein des travailleurs, des étudiants, des femmes et des mouvements sociaux.

Au fil des ans, la gauche marocaine s'est fragmentée en plusieurs partis et mouvements, chacun avec sa propre idéologie et ses priorités politiques. Parmi les partis de gauche les plus connus figurent l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le Parti du progrès et du socialisme (PPS) et le Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS).

Après l'indépendance, les partis politiques marocains ont progressivement défini leurs idéologies, certains s'identifiant comme étant de droite ou de gauche, tandis que d'autres préféraient se qualifier de progressistes ou modérés. Selon Mohamed El Ayadi dans une interview accordée à l'hebdomadaire *La vie économique* en 2005, le clivage entre la gauche et la droite persiste au Maroc et demeure

d'actualité, se manifestant à la fois par les acteurs politiques eux-mêmes et par les positions des partis sur des questions telles que les droits des femmes et la religion.

Cependant, la classification traditionnelle des forces politiques sur l'échiquier partisan renvoie à des opinions, des attitudes et des valeurs qui évoluent avec le temps et ne sont pas immuables.

Après l'indépendance, la gauche marocaine prônait la nationalisation des banques, des mines et d'autres secteurs économiques afin de mettre fin à la domination économique impérialiste. Ces nationalisations massives avaient pour objectif d'établir une économie nationale capable de sortir le pays du sous-développement et de se libérer de la dépendance à l'impérialisme. Ainsi, avec une nouvelle infrastructure industrielle, le pays pourrait mener une politique démocratique de l'éducation, garantissant le droit à l'instruction pour tous les citoyens et formant des professionnels compétents pour favoriser le développement économique. Sur le plan de la politique étrangère, les partis de gauche soutenaient activement les mouvements de libération arabes (notamment la cause palestinienne) et adoptaient une position anti-

impérialiste et antisioniste tout en cherchant à se rapprocher du camp socialiste.

Cependant, avec l'effondrement du bloc soviétique et des anciens pays de l'Est, la gauche a dû reconsidérer son opposition à l'économie de marché. Les idéologies socialistes ont perdu toute crédibilité, entraînant également l'effondrement des valeurs fondamentales de la gauche.

Au Maroc, cette évolution des valeurs a été particulièrement d'actualité après les élections du 25 novembre 2011. Dans un article intitulé « *Quelle coalition gouvernementale ? La gauche à l'épreuve d'une vocation à confirmer* », Ali Bouabid, membre du bureau politique de l'USFP, souligne l'importance des résultats de ces élections et les répercussions sur l'évolution de la gauche marocaine en disant que ces résultats

« Confirment et surtout traduisent l'approfondissement du divorce aux plans sociologique et géographiques entre la gauche et les couches urbaines. Le scrutin de 2007, reflétait déjà cette tendance en forme d'avertissement. Mais le fait nouveau tient dans le fait que pour la première fois, une partie de l'électorat de la Koutla s'est reporté sur le PJD. Lequel PJD est tout simplement,

grâce à une stratégie subtile et redoutable de repositionnement sur tous les sujets qui ont fait l'actualité, l'acteur central autour duquel gravite le débat politique dans notre pays » (Bouabid, 2011)

L'auteur de l'article reconnaît la crise des valeurs au sein de la gauche.

Il est également important de noter que le concept de gauche a longtemps été associé à l'Europe, et l'un des premiers grands débats avec la droite concernait la question religieuse, opposant les conceptions cléricales aux conceptions laïques. En France, cela a conduit à la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Progressivement, la question religieuse s'estompe dans le discours de la gauche pour laisser place à un débat social entre la bourgeoisie et les classes ouvrières.

Au Maroc, les partis de gauche issus du mouvement national ont scellé un pacte idéologique basé, entre autres, sur le socialisme et l'égalitarisme, mais la question religieuse n'a jamais été au premier plan.

Cependant force est de constater à l'examen des dynamiques des partis politiques

« Une tendance à l'affaiblissement de l'opposition idéologique et une convergence vers

les mêmes priorités [que les partis de droite] surtout en matière de réformes économiques et de politiques publiques. Le recentrage des partis historiques et le passage à un « socialisme réaliste » sous contrainte du programme d'ajustement structurel (PAS) se traduisent par un phénomène de réduction des distances idéologiques et la dilution de repères essentiels » (Madani, 2006, p. 47)

L'analyse du paysage politique marocain révèle une tendance à l'affaiblissement de l'opposition idéologique et une convergence croissante avec les partis de droite en matière de politiques économiques et publiques. Un rapprochement s'est opéré et la mondialisation a clairement changé la donne, atténuant le choc des valeurs qui caractérisait autrefois la gauche.

On peut parler d'un recentrage de ces partis, accompagné d'une crise identitaire perceptible à travers des codes linguistiques devenus obsolètes après l'abandon de l'objectif de rupture avec le capitalisme. Les anciens thèmes de confrontation tombent en désuétude, la critique du capitalisme est abandonnée et la notion de profit est réhabilitée, malgré l'appel de nombreux militants socialistes comme Ali Bouabid.

Pour Bouabid, membre de l'USFP, la gauche ne doit pas renoncer à ses idéaux de défense des libertés et du progrès social, car « *l'honneur de la gauche sera de toujours préférer ses idées que de gagner avec celles des autres* » (Bouabid, 2011)

Cette perte de repères est d'autant plus visible au Maroc que déjà dans les années 1950, de nombreux historiens soulignaient que les frontières entre les partis n'étaient pas clairement délimitées et que les relations personnelles comptaient souvent plus que les idées ou les programmes des partis. Le désarroi idéologique des partis de gauche remonte à l'affaiblissement de la pensée socialiste et à la chute du bloc de l'Est orchestrée en 1990 par Gorbatchev avec la Perestroïka, qui a marqué la fin de l'ancien régime. La disparition de la référence socialiste sur le plan idéologique a créé un vide que la gauche marocaine n'a pas réussi à combler.

Cette gauche est également héritière d'une longue tradition d'opposition au régime et son identité s'est construite sur un contexte de confrontation. Cependant, face à l'impossibilité de renverser ou d'infléchir le régime autoritaire, elle a dû s'imposer et participer à la gestion de la crise sociale et politique, ce qui

l'a amenée à adopter des positions de participation ou d'opposition modérée. Au tournant des années 1990, elle a compris qu'il n'était plus suffisant de s'opposer, mais qu'il fallait négocier le changement avec la monarchie.

Les opposants qui prônaient une politique de rupture pensaient pouvoir entraîner la monarchie et l'ensemble du Maroc dans un processus de transformation sociale et politique, mais cette opposition s'est finalement limitée à des activités de gestionnaires au sein d'un système politique dont elle ne maîtrise pas la conduite.

L'option révolutionnaire a été abandonnée au profit de la construction de l'État de droit et de la justice sociale comme priorités. Bien que les références au socialisme scientifique et aux classes sociales restent présentes dans les statuts et les textes de référence des partis, elles ne remettent plus en cause le pouvoir de la monarchie.

Face à cette crise identitaire, la gauche marocaine continue de chercher sa voie. Une introspection idéologique s'avère nécessaire car « *à quoi sert la gauche, si elle se contente de s'installer dans l'ordre des choses comme les autres ?* » (Halimi, 2000, p. 628)

*** Le discours de la conflictualité**

La présence du Parti islamiste sur la scène politique a créé une tension significative dans ses relations avec la gauche. Ce mouvement islamique a eu un impact majeur sur le paysage politique, alors que la gauche traversait une crise identitaire et avait subi une défaite historique lors des élections législatives de 2007.

Il est crucial de souligner qu'en politique, il existe généralement deux instances représentant des opinions politiques opposées. Ces deux instances cherchent à convaincre un tiers par le biais de divers moyens. Nous nous trouvons donc dans une situation où un locuteur présente son programme et justifie ses actions à son interlocuteur tout en se distinguant de l'instance adverse.

En 2007, le nouvel adversaire porte un nom :-

« La campagne électorale a permis de dévoiler la vraie face du Parti de la justice et du développement (PJD) [...] ».

Al Bayane, 05 septembre 2007, p 1

« Un collectif de démocrates, de divers horizons, a pris l'initiative de lancer un appel, rédigé par Abdellatif Laâbi, pour l'élaboration d'un pacte démocratique en mesure de barrer la route aux forces conservatrices qui représentent un

péril pour le peuple et les futures générations. »

Albayane, 30 août 2007, p 1

Le PPS, à travers ses déclarations, discrédite le parti islamiste en mettant l'accent sur son sectarisme religieux qui va à l'encontre du « *pacte démocratique* ». Son intention illocutoire est de susciter la peur envers une entité perçue comme dangereuse. L'utilisation de l'expression « *un péril pour le peuple et les futures générations* » vise à provoquer un sentiment d'indignation. Ce discours est riche en termes d'action tels que l'initiative, l'élaboration, barrer la route et lancer un appel, qui incitent à agir pour combattre l'autre. La métaphore guerrière de barrer la route, assimilant le "nous" à des combattants et le PJD à des assaillants, est utilisée pour renforcer la peur. L'utilisation d'affirmations catégoriques établissant une comparaison entre le collectif des démocrates et les forces obscurantistes renforce le discours. Ce discours, qui équivaut à la force d'un pacte par la parole, est une "prévision politique [qui] est, en soi, une prédiction visant à faire advenir ce qu'elle énonce" (Bourdieu, 1982, p. 150).

Le discours de ce parti accorde une grande importance à l'aspect

émotionnel pour mobiliser les destinataires. L'évocation des valeurs démocratiques et l'éveil de la peur face à la menace que représenterait l'accession au pouvoir du PJD contribuent à se positionner comme un parti respectueux des valeurs démocratiques et un sauveur d'une nation en danger.

* **Le discours de la conciliation**

Le discours du PPS a subi un changement notable à partir des élections de 2011. L'ennemi tant critiqué se transforme soudainement en allié politique :-

« La 7ème session du comité central du PPS, tenue samedi à Salé, n'était pas une réunion ordinaire du parti [...]. C'était un tournant historique, en ce sens qu'elle traduit l'audace à un moment historique où il est indispensable de prendre des positions claires et audacieuses en toute indépendance et clairvoyance. »
Al Bayane, 12 décembre 2011, p.3

Ce discours présente une rupture par rapport à une déclaration antérieure, ce qui lui confère une dimension polyphonique. L'utilisation de la négation "ne pas" permet au locuteur de suggérer tout en rejetant l'affirmation selon laquelle il s'agit d'une réunion ordinaire. Cette affirmation négative (n'est pas une réunion ordinaire) a une fonction argumentative car elle

exprime le rejet d'une croyance et d'une assertion.

Le marqueur "c'était" indique une relation d'équivalence entre la 7ème session du comité central du PPS et un tournant historique, et sa forme impersonnelle permet au locuteur de s'effacer derrière ce marqueur. Ainsi, l'accent est mis sur ce qui est dit plutôt que sur l'identité du locuteur.

Le connecteur "*en sens que*" introduit la justification de ce changement qui ne s'inscrit pas dans la continuité et la douceur. Il marque la transition d'un état actuel jugé insatisfaisant à un état ultérieur souhaité. Ce tournant historique ne se présente pas comme une évolution naturelle, mais plutôt comme un virage audacieux. Le choix du lexique utilisé, tel que "tournant", "audacieuses" et "prendre des positions", contribue à mettre l'accent sur ce changement de cap.

Qu'est-ce qui a pu motiver ce changement de discours ? Comment justifier un tel revirement ? Le PPS ne parvient pas à convaincre. Il est simplement convaincu d'avoir raison. L'évocation de l'histoire devient un outil nécessaire pour justifier ce retournement, et au nom de l'histoire et de l'audace, une argumentation semblable est construite. Cependant, cette argumentation se réduit à une

énumération d'éléments dont le nombre fait office d'argument. Cette affirmation ne peut être contestée car elle est présentée comme une évidence. Ainsi, ce discours se construit et se justifie de lui-même pour apparaître comme légitime, en utilisant une argumentation subjective et en invoquant l'évidence. « le secrétaire général du PPS a expliqué que « les mêmes raisons qui avaient amené le parti à participer au premier gouvernement dans le cadre de la Constitution de 2011, persistent toujours [...] Le Bureau politique du PPS considère que la position à adopter doit être celle de la participation à ce gouvernement sur la base d'un programme de travail et d'une charte de déontologie appropriés et en harmonie avec les idées, les valeurs progressistes et les orientations politiques du parti à la lumière des résultats de l'analyse du parti de l'étape actuelle et des tâches de l'heure qui lui incombent. »

Al Bayane, 31 octobre 2016

Ce discours présente une certaine ambiguïté quant à la définition claire du crédo du PPS. Cette ambiguïté, probablement intentionnelle, peut être interprétée comme une tentative de concilier des modèles idéologiques différents. On ne peut nier la volonté du PPS de ne pas être transparent dans sa

communication. La clarté de l'information n'est pas une priorité, ce qui se manifeste par la déclaration du parti selon laquelle il est prêt à participer à un gouvernement dirigé par le PJD et à s'allier avec n'importe quel partenaire, sans fournir de précisions ni d'exemples concrets. Le locuteur n'utilise aucun moyen linguistique qui conduirait à une information claire et complète. Ce discours ne fournit pas vraiment d'informations précises. Il semble s'agir d'une manifestation de précautions discursives visant à éviter de remettre en question quelque chose que ce soit.

« En dépit donc de sa présidence de l'expérience gouvernementale qui s'achève et des imperfections que le PPS avait en son temps soulignées au gouvernement ou en public, le PJD a réussi à tirer profit de ses capacités intrinsèques et des pratiques et manœuvres de ses adversaires, ce qui lui a permis de remporter les élections de 2016 avec un total de 125 sièges contre 107 en 2011 et 42 en 2007, a-t-il dit.

Al Bayane, 31 octobre 2016

Ce discours reflète fortement la subjectivité du locuteur, qui n'hésite pas à invoquer sa conviction personnelle pour légitimer son discours (ce qui est indéniable). Cette nouvelle situation nécessite un

discours explicatif sur la situation et les prises de décision. Le discours tire sa légitimité et sa force d'un argument qui fait référence à une période perçue comme remarquable, celle de la Koutla. Tout ce qui a une filiation avec le passé ne peut être contesté car cela inspire confiance et respect. Ce discours permet au PPS de trouver des points communs au-delà des diversités des situations particulières qui isolent et divisent. Ainsi, le PPS tente de justifier cette position, mais cela ne se fait-il pas au détriment d'une perte d'identité ?

* Conclusion

En guise de conclusion, la cohabitation gouvernementale, durant les deux mandats 2011 et 2016, a permis de développer une relation de collaboration pragmatique entre le PPS et le PJD. Bien que leurs idéologies restent différentes, les deux partis ont réussi à trouver des points d'accord et à travailler ensemble sur des dossiers politiques et sociaux importants. La relation entre les deux partis a connu une période de stabilité marquée. Cependant, il est légitime de se demander si cette stabilité était éphémère, imposée par la conjoncture politique, ou si elle persiste encore après les deux mandats de 2011 et 2016.

Signalons, enfin, que notre étude ne peut donc être un résultat final. Il reste encore de nombreux sujets à aborder dans la suite de cette contribution. Des perspectives de recherche s'ouvrent, il serait intéressant d'étudier le discours politique dudit parti après son déclin politique lors de la dernière échéance, le 08 septembre 2021.

* Bibliographie

- AMOSSY. (2006). L'argumentation dans le discours (éd. 2ème édition). Paris: Armand Colin.
- AMOSSY, R. (1999). Image de soi dans le discours. La construction de l'éthos. Paris: Delachaux et Niestlé.S. A, Lausanne.
- Ayadi, M. E. (2005, février 11). Les facteurs idéologiques n'ont plus le même poids pour l'électorat marocain . La vie éco.
- Bordieu, P. (1982). Ce que parler veut dire. Paris: Fayard.
- Bouabid, A. (2011). Quelle coalition gouvernementale ? La gauche à l'épreuve d'une vocation à confirmer. Libération.
- CHARAUDEAU. (2005). Le discours politique. les masques du pouvoir. paris: Vuibert.
- Damon, M. (2003). dire son identité politique. Cahiers de la méditerranée,(66), 247-264. doi:<https://doi.org/10.4000/cdlm.119>

Halimi, S. (2000). Quand la gauche essayait. Paris: Robert Laffont.

HMIMID, Z. (2015). Discours et idéologie du PPS et de l'USFP. Rabat: Rabat NET.

Madani, M. (2006). Le paysage politique marocain. Rabat: Dar Al Qalam.